

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

**Type de procédure :** Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

**Numéro de référence :** AOO-25004

**Maintenance et acquisition de matériels de cryogénie**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes  
(Établissement support du GHT44)  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette 44093 NANTES CEDEX

## SOMMAIRE

Article 1 -	Objet, durée et forme des marchés.....	4
1.1	Objet du marché Public .....	4
1.2	Durée .....	4
1.3	Forme du Marché Public .....	4
Article 2 -	Allotissement .....	5
Article 3 -	Documents contractuels.....	5
Article 4 -	Modalités d'exécution .....	5
4.1	Passation des commandes .....	5
4.2	Conditions de livraison des fournitures (matériels) et d'exécution des prestations .....	6
Article 5 -	Règlementation applicable .....	6
Article 6 -	Prix et modalités d'ajustement.....	6
5.1	Prix.....	6
5.2	Remise sur catalogue et offres promotionnelles .....	7
Article 7 -	Garanties Financières .....	7
Article 8 -	Assurances .....	7
Article 9 -	Avances .....	7
Article 10 -	Modalités de facturation et de paiement.....	8
Article 11 -	Résiliation du marché public.....	9
15.1	Résiliation du marché public par la personne publique.....	9
15.2	Résiliation aux torts du titulaire .....	9
Article 12 -	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	9
Article 13 -	Pénalités.....	9
14.1	Maintenance préventive systématique.....	10
14.2	Maintenance corrective ou assistance téléphonique .....	10
14.3	Documents requis .....	10
14.4	Réunions.....	10
14.5	Devis .....	10
Article 14 -	Litiges .....	10
Article 15 -	Reporting .....	10
Article 16 -	Engagement du titulaire .....	10
Article 17 -	Clause de réexamen.....	11
Article 18 -	Liste des dérogations au CCGA/FCS.....	11

## PREAMBULE

### LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44):

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1<sup>er</sup> juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

### Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants:

CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), CH Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), CHS Blain, CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres :

GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline (Saint-Herblain), et GCS du Pays de Retz (Pornic).

### Fonctionnement du GHT et du Groupement de commandes :

En phase de passation du marché, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

#### En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision d'affermissement de tranche optionnelle, décision de non reconduction, résiliation du marché), en concertation avec les autres membres le cas échéant ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché qui les concerne, l'exécution notamment financière du marché (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants présentés en cours d'exécution).



## **Article 1 - Objet, durée et forme du marché**

### **1.1 Objet du marché Public**

La présente consultation a pour objet la maintenance et l'acquisition de matériels de cryoconservation par l'azote liquide ainsi que la maintenance d'une ligne d'alimentation en azote liquide (ligne sous vide d'azote liquide) pour le GHT44.

Il est passé pour les besoins des établissements et des structures associées :

- CHU Nantes
- CH St Nazaire

Les établissements ou structures listés ci-dessus constituent les bénéficiaires du présent marché public.

Cette liste n'est pas exhaustive et, est susceptible d'être modifiée en fonction des réformes, rénovations ou acquisitions de locaux par les différents établissements membres du GHT44.

Le marché est passé par le CHU de Nantes, pouvoir adjudicateur du GHT44.

L'acquisition des matériels (mais pas la maintenance) dans le cadre du projet hospitalo-universitaire dit Ile de Nantes porté par le CHU de Nantes est exclu du présent accord-cadre.

Le détail des prestations et équipements est précisé dans les CAHIERS DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.

### **1.2 Durée**

L'accord cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter du 01/05/2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord cadre pourra éventuellement être reconduit 3 fois de manière TACITE pour une nouvelle durée de 12 mois à compter de sa date d'anniversaire (fixée 1<sup>er</sup> mai).

**Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique, ni prétendre à une quelconque indemnité.**

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

### **1.3 Forme du Marché Public**

Le marché est de type accord-cadre qui s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**L'accord-cadre est conclu :**

- ☒ Avec un seul opérateur économique (mono – attributaire).
- ☒ Sans minimum, avec seulement un maximum en valeur, en application du 2° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique. Le montant maximum est de 221 000 € HT sur l'ensemble de la durée du marché.

L'annexe 1 au CCTP indique les matériels présents au CHU de Nantes et CH Saint-Nazaire.  
Chaque établissement peut émettre un bon de commande au fur et à mesure de ses besoins.

## **Article 2 - Allotissement**

Sans allotissement

## **Article 3 - Documents contractuels**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (formulaire ATTR1), et son annexe :  
Annexe 1 : Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) AOO-n°25004 et son annexe :  
Annexe 1 : Modalités Livraison Facturation
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) AOO-n°25004 et ses annexes :  
Annexe 1 : Elements d'appréciation quantitative  
Annexe 2 : Nomenclature des prestations de maintenance  
Annexe 3 : Plan ligne sous vide IDN
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire incluant les fiches techniques des matériels proposés.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

## **Article 4 - Modalités d'exécution**

### **4.1 Passation des commandes**

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront demandées par chaque établissement du GHT44.

Le marché public s'exécutera au fur et à mesure des besoins des établissements concernés du GHT 44, par émission de bons de commande successifs auprès du fournisseur.

Les bons de commande préciseront :

- La référence du marché public ;
- Le numéro de la commande ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- La date et le lieu de livraison prévue ;
- Le code Chorus Pro.

#### 4.2 Conditions de livraison des fournitures (matériels) et d'exécution des prestations

Les livraisons et prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### **Article 5 - Règlementation applicable**

Le titulaire de l'accord-cadre est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux fluides médicaux et techniques.

#### **Article 6 - Prix et modalités d'ajustement**

##### 5.1 Prix

Les prix de référence seront les prix unitaires nets hors taxes fixés dans l'acte d'engagement du titulaire et son bordereau des prix. Les prix nets Hors Taxes seront fermes jusqu'au 31/12/2025. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire du marché (1<sup>er</sup> janvier), selon la formule suivante, sous condition d'en informer le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant l'échéance

$$P = P_0 \times \left( 0,15 + 0,55 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,30 \times \frac{IPP}{IPP_0} \right)$$

Avec

P	montant révisé du prix unitaire du contrat
P0	montant initial du prix unitaire du contrat
<i>ICHT-IME</i>	Indice horaire du coût du travail –Industries Mécaniques et Electriques valeur à la date de révision
IPP	010765289 - Indice de prix d'importation de produits industriels - A17 C3 - Équipements électriques, électroniques, informatiques , machines

ICHT-IME <sub>0</sub> / IPP <sub>0</sub>	Valeur de l'indice au mois "zéro », soit la valeur de l'indice de février 2025
--	--

Les taux de remise appliqués sur le tarif public ou autres catalogues sont fermes pour la durée du marché

Les prix de règlement seront les prix unitaires nets TTC, au taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport, à la manutention, à l'installation et à la mise en service.

## **5.2 Remise sur catalogue et offres promotionnelles**

Le Titulaire s'engage à appliquer aux établissements membres, les remises catalogue qu'il aura renseignées dans son Offre. Le pourcentage de remise, sur lequel le Titulaire s'engage dans son Offre, peut être revu uniquement à la hausse à chaque date anniversaire du présent marché.

Les prix de références sont révisables à la baisse à tout moment par le biais d'offres de prix promotionnelles. Les prix peuvent évoluer uniquement à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles proposées par le Titulaire. Celui-ci adresse le tarif ou la remise promotionnel(le), par tout moyen permettant de lui donner date certaine. Le titulaire donnera toutes les précisions utiles, notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles concernés. Les tarifs promotionnels se substituent sans aucune formalité administrative aux prix applicables dans l'accord-cadre selon les articles précédents. Le pouvoir adjudicateur notifie son accord au Titulaire avant l'application des prix promotionnels. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. Ces offres de prix promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls produits dans le périmètre du présent accord-cadre. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre mentionnés dans le BPU sont ceux à nouveau en vigueur.

## **Article 7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 8 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **Article 9 - Avances**

Sauf renoncement du titulaire formulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5 % pourra être accordée au titulaire selon les conditions des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique (Option B du CCAG-FCS, article 11).

## **Article 10 - Modalités de facturation et de paiement**

### **➤ Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Le comptable chargé du paiement est le trésorier principal de chaque établissement.

### **➤ Présentation des factures**

Toutes les factures présentées concerneront des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées. Elles couvriront au moins une période d'un mois. Elles récapituleront les prestations réalisées et/ou fournitures livrées dans le mois ou sur la période considérée si elle recouvre plusieurs mois. Elles mentionneront :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro et la date du bon de commande
- la référence au marché et au numéro de lot concerné (même dénomination)
- la période faisant l'objet de la facturation
- la désignation des fournitures livrées ou prestations exécutées exactement définies.
- le numéro de commande le cas-échéant
- les prix unitaires et/ou forfaitaires nets hors taxes des prestations
- les quantités
- le taux et le montant de la majoration, s'il y a lieu (contrôles hors jours et heures ouvrables)
- le taux et le montant de la remise s'il y a lieu
- La formule de révision des prix avec les index correspondant lors des révisions annuelles.
- le montant total HT
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC
- la date de facturation

### **➤ Transmission des demandes de paiement**

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement (cf annexe 1 au CCAP).



## **Article 11 - Résiliation du marché public**

### **11.1 Résiliation du marché public par la personne publique**

Le CHU de Nantes se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai d'un mois à compter de sa réception par le titulaire, dans les hypothèses suivantes :

- en cas d'appel d'offres national auquel le CHU de Nantes adhérerait avant le terme du présent marché concernant les spécialités dudit marché (cf article « Appel d'offres national »).

### **11.2 Résiliation aux torts du titulaire**

Il est fait application des dispositions du C.C.A.G.-F.C.S., notamment de ses articles 41 et 45.

En cas de non-respect des clauses contractuelles et notamment celles relatives à la livraison et à la qualité des fournitures, le CHU de Nantes, en tant qu'établissement support pourra résilier le marché public par lettre recommandée avec accusé de réception, sans indemnité et sans mise en demeure préalable, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de quinze jours.

Il en sera de même dans le cas où le matériel retenu ne donnerait pas toutes les satisfactions cliniques souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation du dispositif et pouvant entraîner un danger pour le patient et/ou l'utilisateur.

Il en sera de même dans le cas où le matériel retenu ne donnerait pas toutes les satisfactions cliniques souhaitées ou en cas de défaut ou d'incident constaté lors de l'utilisation du dispositif et pouvant entraîner un danger pour le patient et/ou l'utilisateur (matéiovigilance notamment).

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution aux frais et risques du titulaire.

## **Article 12 - Exécution aux frais et risques du titulaire**

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de carence dans l'approvisionnement, en qualité ou en quantité ou en cas de non-respect du calendrier d'exécution en phase transitoire, le Centre Hospitalier Universitaire de NANTES pourra faire procéder à l'exécution du marché par un tiers et ce aux frais et risques du titulaire défaillant. En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

## **Article 13 - Pénalités**

Toutes les pénalités décrites ci-dessous sont applicables sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables.

Les pénalités pourront être payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire au bénéficiaire postérieurement au constat du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité.

#### **14.1 Maintenance préventive systématique**

Lorsque la date d'exécution d'une intervention de maintenance préventive systématique d'une installation ou d'un équipement, sera dépassée de plus de quinze jours calendaires, par rapport au calendrier préalablement établi contractuellement, par le fait du titulaire, celui-ci encourra, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT.

#### **14.2 Maintenance corrective ou assistance téléphonique**

Lorsque le délai contractuel d'intervention fixé au paragraphe 2.2 du CCTP est dépassé du fait du titulaire celui-ci encourt une pénalité horaire (par heure de retard), de 50 € HT.

#### **14.3 Documents requis**

En cas de retard dans la remise de documents requis (dont le plan de prévention et/ou protocole de sécurité), le titulaire se verra appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

#### **14.4 Réunions**

En cas d'absence à une réunion de cadrage, une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par absence.

#### **14.5 Devis**

Lorsque le délai d'envoi des devis suite à une demande du Pouvoir Adjudicateur dépassera les 15 jours calendaires, par le fait du titulaire, celui-ci se verra appliquer une pénalité journalière (par jour ouvrable de retard) de 50 € HT.

### **Article 14 - Litiges**

Il sera fait application des dispositions du chapitre 8 « Différends et litiges » du C.C.A.G. en cas de litige survenu entre le titulaire et l'établissement.

### **Article 15 - Reporting**

Le titulaire du marché assurera un reporting à minima annuel à l'établissement support (ou à chaque demande du Pouvoir Adjudicateur ou d'un établissement partie) des prestations de maintenance (préventive et corrective). Ce reporting fera état des évolutions vis-à-vis des années antérieures si celles-ci sont connues du titulaire, ainsi que des conseils sur la maintenabilité (vétusté, mise à jour programmation ou retrofit possibles ...)

### **Article 16 - Engagement du titulaire**

Le titulaire s'engage à conserver une stricte confidentialité sur les informations et données relatives à l'activité du Client auxquelles le titulaire pourrait avoir accès lors de l'exercice de prestations de maintenance. A cet effet, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses collaborateurs, intervenant chez le Client dans le cadre des opérations de maintenance, soit soumis personnellement à une obligation de confidentialité de même étendue que celle visant le titulaire.

Le titulaire s'engage à ce que ses collaborateurs respectent les consignes et règles de sécurité, hygiène et tenue vestimentaire propres au lieu d'intervention, sous condition que ces consignes et règles aient été données à l'employé par le titulaire préalablement à son intervention.

Le titulaire s'engage à mettre à dispositions des techniciens sensibilisés et formés à une intervention en milieu hospitalier, et plus particulièrement en milieu de production pharmaceutique (tenue, hygiène, respect des consignes et procédures de l'unité de production ...)

Certains établissements peuvent avoir défini selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 modifiant le Code du travail, une politique de sécurité des personnes lors des interventions des prestataires. En application du Code du travail et dans les conditions énoncées aux articles R4512-6 à R4512-12, un plan de prévention écrit sera rédigé.

Les entreprises devront établir avec le représentant de chaque établissement, un plan de prévention et/ou protocole de sécurité avant toute intervention sur site et au plus tard un mois après la date de notification du marché.

Un exemplaire dûment daté et signé devra être remis au représentant du maître d'ouvrage en charge du suivi du marché.

## **Article 17 - Clause de réexamen**

1) En application des **articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial. Un avenant sera alors signé entre le titulaire initial, le nouveau titulaire et le CHU de Nantes. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'**article R.2194-1 du code de la commande publique**, le marché pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles. En cas d'accord du titulaire du marché, un avenant sera alors signé entre le titulaire et le CHU de Nantes.

## **Article 18 - Liste des dérogations au CCGA/FCS**

Articles du présent CCAP	Articles du CCGA-FCS auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4 (Documents contractuels)
Articles 9, 10, 13.1	Articles 29 alinéa 2 et 33 alinéa 1 (Résiliation)
Article 11.2	Article 41 (Résiliation pour faute)

\*\*\*\*\*